

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

### Abonnements pour l'année 1874 :

#### En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

### L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

### Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 23 AOUT 1874.

## ASSOCIATION INTERNATIONALE

DES

## TRAVAILLEURS

Le bureau fédéral pour l'année 1873-1874, siégeant à Bruxelles, porte à la connaissance de toutes les Fédérations et Sections que, conformément aux statuts, le VII<sup>me</sup> Congrès général de l'Association internationale s'ouvrira à Bruxelles, le premier lundi de septembre (donc le **7 septembre** prochain).

### ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS :

- 1° Réception des délégués au local de la Section Bruxelloise, la BOURSE, Grand'Place, et vérification des mandats ;
- 2° Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ;
- 3° De l'action politique des classes ouvrières ;
- 4° N'y a-t-il pas lieu que ce Congrès universel adresse un Manifeste à tous les travailleurs et à toutes les associations ouvrières, pour leur expliquer la nature des luttes qui ont eu lieu dans l'Internationale et les bases fondamentales sur lesquelles repose l'organisation de notre association ;
- 5° N'y a-t-il pas lieu de choisir une langue unique pour l'échange des correspondances entre les Fédérations régionales ;
- 6° Questions administratives. — Fixation du siège du Congrès de 1875. — Nomination du bureau fédéral pour 1874-75.

### Le bureau fédéral international :

L. VERRYCKEN, G. BRASSEUR, C. STANDAERT,  
D. BRISMÉE, C. DE PAEPE, E. PIERRON.

### Action politique des classes ouvrières.

Depuis les débats restés fameux sur l'entrée du sol à la propriété collective, il serait difficile de rencontrer une question qui passionnât davantage les esprits, que celle que nous venons d'inscrire en tête de cet article et qui est placée à l'ordre du jour du Congrès de Bruxelles.

Il semble que tout soit dit à ce sujet, que tous les arguments pour et contre aient été présentés. Il s'en faut pourtant de beaucoup. Les partisans et les adversaires de l'action politique des classes ouvrières, ont, il est vrai, épuisé la théorie, tiré des données de l'expérience tout ce que ces données pouvaient leur fournir. Eh bien, ils n'ont pas tout dit. Avec eux, l'examen de la question n'est pas sorti du domaine des conceptions personnelles: le prolétariat organisé, le prolétariat en tant que collectivité vivante, n'a pas été consulté.

« Si les travailleurs devenaient les maîtres du pouvoir politique, il suffirait de rendre un décret et la révolution serait faite. De là, la maxime célèbre: *La conquête du pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat.* Les luttes électorales entretiennent dans les masses une agitation salutaire. Il ne faut donc pas que les ouvriers désertent le scrutin. Sans libertés publiques, point d'organisation révolutionnaire possible. Appuyons donc ceux des partis bourgeois qui nous promettent ou nous assurent la liberté. » Ainsi raisonnent à priori les partisans de l'intervention politique du peuple.

Leurs adversaires, en prenant pour point de départ les données de l'expérience, ripostent: « La situation économique du travailleur domine tout. Son infériorité sur ce terrain rend dans ses mains les armes purement politiques si impuissantes, que l'action électorale est une duperie quand elle n'est pas une hécatombe »

Quelle que soit d'ailleurs la valeur de ces conceptions personnelles, elles ne sont que l'un des côtés de la question, celui que nous ne voulons pas discuter aujourd'hui.

La révolution, après avoir égaré ses principes dans les utopies des socialistes de cabinet, cherché ses moyens d'action sur les barricades des révolutionnaires classiques ou au fond des urnes des partis politiques, s'est ravisée. Elle s'est incarnée dans le prolétariat, personnifiée en chair et en os dans ses organisations ouvrières, dans l'Internationale surtout. Ses principes, ses moyens d'action ont cessé d'être les conséquences des abstractions métaphysiques de quelques-uns, pour devenir des manifestations naturelles de la collectivité vivante. Ceux qui sont compatibles avec l'organisation de cette collectivité s'y développent, ceux qui ne le sont pas s'étiolent et finissent par disparaître. Voilà sous quel point de vue nous nous proposons d'étudier la question.

Il ne s'agit plus de savoir si l'Internationale doit faire de la politique, si elle doit s'en abstenir, mais si en réalité elle en fait. Ce n'est plus le moment de faire passer au prolétariat nos idées pour les siennes, encore moins de les lui imposer, mais de l'observer, de le regarder à l'œuvre, et de lui donner conscience de ce qu'il fait lui-même. Si nous agissions autrement, il pourrait bien nous répondre : « Q'importent vos idées personnelles, théoriciens ! Il s'agit non pas de votre pensée, mais de la mienne. Ce qu'il faut savoir, c'est si une action politique quelconque est dans la nature de l'organisation collective que je me suis donné. Et la réponse à cette question, vous ne devez pas la chercher dans les replis de votre cerveau, mais dans l'histoire même de mon développement. »

On le voit, c'est une page d'histoire que cette réponse du prolétariat nous impose : l'histoire du rôle politique de l'Internationale.

Ils sont peu nombreux ceux d'entre les travailleurs qui se sont laissés prendre aux utopies des écoles socialistes, mais presque tous, ou peu s'en faut, se sont enrégimentés sous les drapeaux des partis politiques. Mais les massacres d'ouvriers de la monarchie de juillet (à Paris, Lyon, Mulhouse, Rouen, St-Etienne) et ceux organisés par la République elle-même (à Rouen en avril 1848 et à Paris au mois de juin de la même année) les firent revenir de leurs illusions. Un cri : *Sauvons-nous nous-mêmes!* fut à l'ordre du jour, et l'Internationale fut fondée.

La fondation de l'Internationale fut en réalité une rupture économique et politique avec la bourgeoisie. Cela ressort clairement du premier paragraphe des considérants de nos premiers statuts : *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!*

Le prolétariat se posait donc, comme tous les partis sérieux, par la sécession. Mais sur quels principes va se former l'association de ces sécessionnaires ? Quelles seront les bases de la nou-

velle organisation des opprimés ? Copieront-ils le passé, ces hommes de l'avenir ? Ou feront-ils du neuf, ces hommes qui brisent avec le passé ?

Voici leur réponse :

*L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.*

Ce nouveau considérant est, au point de vue historique, d'une importance majeure, et il est gros des orages qui éclatèrent bientôt au sein de l'Internationale.

Ils nous montre que les premiers fondateurs, travailleurs manuels pour la plupart, accoutumés, rompus aux luttes continues du travail et du capital, subordonnaient toutes les questions à la question économique. Mais il démontre aussi qu'ils n'avaient pas encore complètement chassé de leur cerveau les réminiscences politiques qu'ils devaient à la société bourgeoise au milieu de laquelle ils vivaient. Deux idées étaient au fond des choses : d'abord l'idée économique, l'idée politique venait en second lieu.

Ce double caractère économique et politique qui se trahit dans les considérants, se révèle complètement en détails d'organisation, dans les articles des statuts.

Les travailleurs du même métier forment une section ; les sections réunies forment une fédération ; l'ensemble des fédérations, c'est l'Internationale. Chaque individu, chaque groupe, possèdent leur autonomie. Ce que l'individu est dans la section, la section l'est dans la fédération, et la fédération dans l'Internationale. Voilà l'organisation anarchique due au caractère économique de l'Association.

Sous le nom de Congrès, une assemblée parlementaire, légiférante, souveraine, est élue chaque année par les sections. Il en sort par le vote un pouvoir exécutif appelé Conseil général. Voilà l'organisation gouvernementale due au caractère politique de l'Association.

Ce double caractère original de notre Association, et les deux bases d'organisation qui en résultent, donne la clef de toute l'histoire de l'Internationale, à l'intérieur ou à l'extérieur. Ceux qui ne s'en pénétreront pas suffisamment sont condamnés à ne rien comprendre à cette histoire. Partout ils ne verront que des intrigues, des questions personnelles, des ambitions mesquines ! Certes, toutes ces choses ont existé, et nous ne prétendons pas effacer le nom des coupables de la mémoire du peuple, mais il y eut plus et mieux que cela. Il y eut choc de principes.

Ces deux idées donc n'ont pu faire bon ménage. Le combat s'est engagé. Quelle est celle des deux qui, étant dans la nature organique de l'Internationale, a obtenu la victoire ? Notre Association est-elle une organisation progressive, nouvelle comme l'idée révolutionnaire qu'elle porte dans ses flancs, ou, triste plagiat des sociétés bourgeoises, n'est-elle qu'un Etat idéal ; un *Etat prolétaire* ayant une *politique intérieure* et une *poli-*

*tique extérieure* comme les autres Etats ? C'est ce que l'histoire de l'Internationale bien comprise doit nous apprendre. (A suivre)

### Nouvelles de l'Extérieur.

#### Italie.

Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur les derniers événements d'Italie, qui ont beaucoup moins de gravité que la police ne voudrait leur en donner.

Le 2 août, le gouvernement a fait arrêter 27 mazziniens qui s'étaient réunis à la villa Ruffi, près de Rimini, pour faire de la politique *électorale*, tout simplement.

Quatre jours plus tard, le 6 août, la police réussissait à mettre la main sur le compagnon André Costa, qu'elle cherchait depuis plus d'un an, et à qui elle en voulait tout particulièrement pour sa participation au Congrès international de Genève. L'arrestation de Costa n'avait du reste, malgré cette coïncidence, pas le moindre rapport avec le coup de filet opéré sur les mazziniens.

Enfin, deux jours après, quelques jeunes gens d'Imola essayaient une émeute. Selon la statistique que nous avons donnée dimanche dernier, cette émeute était la *soixante-et-unième* depuis deux ans, et par conséquent, au point de vue italien, cela ne constituait qu'un événement fort ordinaire.

Voilà tout ce qui s'est passé. Malheureusement il y aura, au bout de l'histoire, une distribution de mois de prison en faveur des socialistes, tandis que messieurs les mazziniens seront congédiés dans quelques jours avec force excuses pour la liberté grande qu'on s'est permise à leur égard. Cela n'empêchera pas le socialisme de grandir, et la république mazzinienne, atteinte depuis longtemps d'une maladie de langueur, d'exhaler son dernier souffle un de ces quatre matins.

#### Nouvelle-Calédonie.

Un condamné aux travaux forcés écrit ce qui suit, du bagne de l'île Nou, à un de nos amis :

« Notre situation ne s'améliore pas, nous sommes de plus en plus serrés. La sympathie que nos amis de la déportation nous ont témoignée a porté ombrage à l'administration. Ils ont plaidé en notre faveur à Nouméa, c'est un crime impardonnable et nous en portons la responsabilité. J'ai peur qu'une mesure ne soit prise à notre égard et qu'on nous isole dans un coin de la colonie. Ce serait terrible, mais nous saurons encore le supporter. Nous sommes devenus insensibles aux souffrances.

.... « La transportation est un mensonge grossier et il est triste de voir ce qui a été produit depuis dix ans avec tant de bras. Il en est ainsi de tout, de la colonisation, des constructions.... Des huttes en planches passent en France pour des centres agricoles et industriels capables d'un développement, alors qu'en dehors de Nouméa, il n'existe réellement que deux maisons en bois et quelques cases de condamnés comme à Marai et à Canala, ou des huttes en torchis, à Bourail, village de libérés concessionnaires fondé depuis six ans et qui

ne produit rien encore. Tout est à faire, car tout n'est que provisoire. *Le pénitencier, les prisons et les casernes sont les seuls bâtiments définitifs*, et ils ne feront rien de plus.

..... « La dysenterie fait de grands ravages parmi nous. Je ne sais ce que nous allons devenir. »

### Fédération jurassienne.

Quelques-unes des dernières circulaires expédiées par le Comité Fédéral, ne mentionnent pas la décision des sections, relative au nombre des délégués que nous enverrons à Bruxelles, et que voici : Les sections de la Fédération se sont prononcées à l'unanimité pour l'envoi d'un seul délégué au Congrès général de Septembre.

En conséquence, les sections auxquelles ont été adressées ces circulaires, sont priées d'en prendre bonne note.

La Fédération ouvrière du vallon de Saint-Imier, a organisé une collecte en faveur des ouvriers menuisiers de Genève en grève, et vient de leur expédier un premier envoi de Fr. 52. La souscription durera jusqu'à la fin de la grève.

Le Comité fédéral jurassien a reçu pour les menuisiers de Genève, les sommes suivantes :

Du compagnon Elisée Reclus . . . . .	Fr. 2»65
Section de propagande de Berne . . . . .	10»—
Section de propagande, Chaux-de-Fonds . . . . .	14»85
Produit de la collecte faite dans la réunion familiale de dimanche dernier à Saint-Imier. . . . .	12»50
Total. . . . .	Fr. 40»—

Un abonné du *Bulletin* nous écrit de la Chaux-de-Fonds :

« Le *Bulletin* ne pourrait-il pas de temps en temps reproduire, comme articles de fond, quelques-uns des articles publiés autrefois par le *Progrès*, l'*Egalité*, l'*Internationale* et autres organes socialistes, qui ont donné des études remarquables sur la question sociale ? Beaucoup de nos membres actuels, étant de nouveaux venus, ne les ont pas lus, et les anciens les reliraient avec plaisir. — En outre, il me semble qu'on pourrait extraire aussi quelquefois une page intéressante des travaux des anciens chefs d'école socialistes, tels que Saint-Simon, Fourier, Cabet, Proudhon, etc., ne fût-ce que pour faire voir la différence qu'il y a entre leurs théories et le programme de l'Internationale, et pour montrer le développement des idées socialistes dans les masses. La plupart des membres de l'Internationale n'ont jamais lu ces ouvrages, et ne seraient peut-être pas fâchés de savoir ce qui s'était fait avant la naissance de notre Association. »

Ces remarques nous paraissent très justes, et nous voudrions que le *Bulletin* pût consacrer plus de place à des études scientifiques, à côté des renseignements hebdomadaires et des articles de polémique qu'il doit publier. Mais la première condition pour cela serait que son format s'agrandît, ce qui

ne peut avoir lieu que par l'accroissement du nombre de ses abonnés. La Chaux-de-Fonds est la localité où l'abonnement à notre organe est susceptible de prendre le plus d'extension; et cependant jusqu'à présent c'est elle qui a fourni proportionnellement le moins d'abonnés. Nous ne pouvons qu'engager nos amis de la Chaux-de-Fonds à faire des efforts sérieux et persévérants pour recruter de nouveaux abonnés: la rédaction, de son côté, fera son possible pour que notre organe offre une lecture variée et instructive.

Nous avons reproduit les mandats rédigés par les sections de Sonvillier et du Locle, pour être remis au délégué de la Fédération jurassienne qui se rendra au Congrès de Bruxelles. Nous donnons aujourd'hui le mandat de la Section de Berne:

« 1<sup>re</sup> Question. — *Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale?*

« En abordant l'étude de cette question, la section de propagande de Berne a d'abord porté son attention sur les termes mêmes dans lesquels elle lui est posée. La discussion ouverte sur ce sujet, il lui a été facile de se convaincre qu'il était nécessaire de bien fixer la signification de ces mots: *services publics*.

« Qu'entend-on par services publics dans la société actuelle?

« Que doit-on entendre par services publics dans la nouvelle organisation sociale?

« Le travail aujourd'hui n'est point organisé. Cette affirmation n'étonnera personne. Tantôt il a pour but de satisfaire un intérêt personnel, celui du propriétaire, qu'il soit patron, fabricant, etc. Il est alors livré à l'initiative et à la direction individuelles; et il résulte de l'exploitation du travailleur par le détenteur des capitaux. Tantôt le travail tend à la satisfaction d'un intérêt général et il est livré au soin non de tous, ce qui devrait être, mais à celui d'un prétendu représentant collectif, d'une personnalité abstraite, de l'Etat. Ici il résulte encore de l'exploitation du travailleur par le propriétaire; seulement dans ce cas le propriétaire, d'un genre nouveau, est l'Etat capitaliste.

« Dans la société actuelle donc, les services publics constituent, pour employer un terme consacré dans la langue bourgeoise, la production de l'Etat, l'existence des services publics suppose l'Etat producteur.

« L'émancipation du travail obtenue par l'abolition de la propriété individuelle, voilà la base de la société de l'avenir. Dans cette société il n'y aura donc plus de propriétaires, pas plus de réels que de fictifs comme l'Etat. Il n'y aura plus que des travailleurs. Par conséquent plus de propriétaires soit-disant producteurs. L'Etat n'étant plus propriétaire producteur, ne pouvant pas être travailleur, disparaîtra.

« Que devient alors la production de l'Etat, c'est-à-dire les services publics? Absolument ce que devient la production du capitaliste ordinaire. Comme la production de celui-ci, celle de l'Etat rentrera dans la production générale. Les services publics se scinderont en spécialités diverses par la rupture du lien gouvernemental qui les unit. Les uns, comme les cultes par exemple, disparaîtront, étant côtés improductifs, les autres, comme les routes,

deviendront de simples branches de la production générale.

« Dans la nouvelle organisation sociale il n'y aura donc plus à proprement parler de services publics, ou si l'on veut, toute production devient un service public.

« Il paraît donc à la section de Berne, que la question eût été plus clairement posée en ces termes:

« *Par qui et comment, dans la nouvelle organisation sociale, seront exécutées ces spécialités de production que la société bourgeoise réunit aujourd'hui et confie à l'Etat sous le nom gouvernemental de services publics?* »

« Poser la question ainsi, c'est la résoudre. Elle devient en effet une application spéciale de cette question plus générale:

« *Par qui et comment sera faite la production dans la nouvelle organisation sociale?* »

« Et elle mérite la même réponse.

« *Par qui?* demande-t-on?

« PAR LES TRAVAILLEURS ASSOCIÉS.

« *Comment?*

« C'est ce qu'il nous reste à dire.

« 1<sup>o</sup> Les branches de la production que l'on nomme aujourd'hui services publics et qui intéressent la collectivité tout entière, seront confiées aux ouvriers de la profession que ces choses concernent, à ces ouvriers réunis en corporations ou en sociétés ouvrières.

« Ces corps de métier traiteront avec les délégués des communes fédérées. A ces délégués à prendre l'initiative et à faire les devis des travaux nécessaires.

« 2<sup>o</sup> Les branches de la production appelées services publics et qui concernent une seule commune seront confiées aux travailleurs du métier groupés de la même façon. L'initiative et le devis des travaux appartiendront dans ce cas aux délégués de la collectivité communale.

« Si maintenant on nous sollicitait d'entrer dans les détails plus avant, nous refuserions. Aux utopistes seuls de la force de Fourier le soin de deviner des choses que l'expérience de l'avenir peut seule décider. Pour nous, notre mission consiste à observer les faits, à en tirer les conséquences immédiates, à tracer les grandes lignes. Nous abandonnons à ceux qui viendront après nous le devoir et l'honneur d'apporter aussi leur pierre à l'édifice.

« *Deuxième Question. — De l'action politique des classes ouvrières.*

« La politique — disent les bourgeois — est l'art de gouverner un Etat et de diriger ses relations avec les autres Etats. (Dictionnaire de Littré).

« De là deux façons d'envisager la politique; Politique intérieure ou nationale; Politique extérieure ou internationale.

« *I. Politique intérieure.*

« La politique intérieure ou nationale est l'art de gouverner un état national. Mais nous, travailleurs, avons-nous intérêt à gouverner l'Etat? Qu'est-ce donc que l'Etat?

« L'Etat, la chose est suffisamment élucidée aujourd'hui, est cet ensemble d'institutions qui apporte à la minorité bourgeoise le contrepois nécessaire et suffisant pour dominer la majorité des travailleurs.

(A suivre).